



Autism Society Canada
Société canadienne de l'autisme

Demande d'action immédiate sur l'autisme du gouvernement fédéral

Diffusion immédiate

Le 17 novembre 2005, Ottawa – Une année s'est écoulée depuis que les enfants présentant un trouble envahissant du développement (TED) et leurs familles se sont vus refuser le soutien qu'ils espéraient de la Cour suprême du Canada dans la cause *Auton*. Au cours de cette dernière année, le gouvernement fédéral n'a rien fait pour répondre aux besoins urgents et complexes de la communauté de l'autisme au Canada.

Un diagnostic précoce et un traitement approprié, des services et du soutien aident les gens qui ont un TED à atteindre leur plein potentiel comme citoyens, au travail et dans la collectivité. Selon Jo-Lynn Fenton, présidente de la Société canadienne de l'autisme : « Si nos systèmes de santé, de services sociaux et d'éducation offraient les services nécessaires aux personnes qui ont un TED pendant toute leur vie, en commençant dès qu'elles sont jeunes et, si nous comme société, investissions très tôt, non seulement nous ferions la bonne chose, nous choisirions aussi la solution la plus rentable. Avec les soutiens appropriés, les accommodements et les interventions, plusieurs des personnes qui ont un TED seraient pas dépendantes de l'État pendant toute leur vie et les 2 millions \$ environ dépensés pendant la vie d'une seule personne dépendante seraient épargnés des milliers de fois. » La récente annonce du ministre de la Santé, M. Ujjal Dosanjh, de 300 millions \$ pour promouvoir la santé et la prévention des maladies n'a aucunement portée sur l'autisme. Cette semaine, le gouvernement se prépare à une élection et le ministre des Finances, M. Ralph Goodale, vient de dévoiler 30 milliards \$ en dépenses et réductions d'impôts. Aucune de ces dépenses n'a porté sur les besoins de la communauté de l'autisme.

Dans plusieurs régions du Canada, il n'y a aucun traitement et autres services essentiels pour les personnes qui ont un TED. Les familles doivent déménager dans une autre province ou énormément s'endetter pour obtenir les traitements essentiels. Des listes d'attente inacceptables interdisent aux enfants un traitement d'intervention validé scientifiquement. Les médias locaux, régionaux et nationaux font régulièrement des reportages sur des cas individuels qui illustrent le manque de services pour les personnes autistes. Il est effarant de lire la description d'un garçon de 13 ans gravement autistique vivant dans une prison provinciale pour jeunes contrevenants ou d'une mère qui ne peut obtenir de soins hospitaliers dont elle a besoin parce qu'il n'y a pas de services de soins temporaires pour son fils autistique. Ce ne sont pas des cas isolés.

La Société canadienne de l'autisme demande au gouvernement :

- d'augmenter le financement aux provinces et aux territoires pour qu'ils fournissent sans frais le traitement essentiel, l'éducation, la formation professionnelle, le soutien requis et les accommodements pour les Canadiennes et les Canadiens qui ont un TED;
- de mandater l'Agence de santé publique du Canada afin qu'elle fasse de l'autisme une priorité nationale en effectuant sa surveillance et en préparant des rapports à ce sujet et en établissant des normes nationales exigées depuis fort longtemps pour la prestation des traitements et des services;
- d'attribuer des fonds significatifs à la recherche sur les TED aux conseils subventionnaires canadiens tels que les IRSC;
- d'accroître le soutien financier et autres soutiens aux personnes handicapées et à leurs familles par le truchement des régimes fédéraux fiscaux et du travail.

La Société canadienne de l'autisme est une fédération pancanadienne de sociétés provinciales et territoriales de l'autisme dont l'effectif collectif représente le plus grand groupe de personnes touchées par un TED et leurs familles au Canada.

Pour plus d'information :

Louise Fleming, directrice générale de la SCA, Ottawa (Ont.) (613) 789-8943